



CAN-2019 (quarts de finale)

Les Verts au bout du suspense

Page 23

LE JOUR

D'ALGERIE

«Surfacturation» et «fausses déclarations»

Les importations de blé passées à la loupe

Page 3

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4829 - Ven. 12 - Sam. 13 juillet 2019 - Prix : 10 DA

Paiement des entrepreneurs

Le ministre des Finances se veut réconfortant

Page 3

Traçabilité

Par Mohamed Habili

La reprise le mois dernier de Gharyan, au sud de Tripoli, par les forces du gouvernement d'union nationale a fait une victime collatérale : la France, dont des lanceurs de missiles anti-char Javelin ont été retrouvés, parmi d'autres armes appartenant ou en provenance d'autres pays, dans des hangars que les soldats de l'Armée nationale libyenne dans leur fuite n'ont pas eu le temps de vider. Ces armes ne sont pas de fabrication française, mais américaine. Quand elles ont été découvertes et exhibées par les vainqueurs, il s'est trouvé des médias français pour désigner les Emirats comme leur origine la plus probable. Ce seraient eux, des alliés de la première heure de Tobrouk, qui les auraient achetées aux Etats-Unis pour les offrir ensuite à l'ANL. Tout au début d'ailleurs, Tripoli, s'en tenant au fait indéniable qu'elles étaient américaines, n'avait pas quant à lui cherché à finasser : ces armes étant de fabrication américaine sont américaines, et peu importe le détour par lequel elles ont atterri dans les dépôts de l'ANL. Il y a vu la preuve matérielle, qui jusque-là lui manquait, du double jeu des Américains, qui d'un côté reconnaissent le gouvernement d'union nationale de Fayaz el-Serraj, et de l'autre fournissent ses ennemis en armes performantes. Il faut que dans ce genre de commerce la traçabilité des produits soit particulièrement aisée et fiable pour qu'en l'occurrence le fournisseur soit vite «remonté». La France, prise en flagrant délit de contrevenir à l'embargo sur les armes en Libye, a été obligée de reconnaître que ce lot d'armes en effet lui appartenait.

Suite en page 3

21^e vendredi de mobilisation populaire

Le peuple maintient la pression silmya

● Béjaïa/«Le changement de régime politique» en point de mire



Ph.E. Soraya/J. A.

Les Algériens ont manifesté hier contre le système en place pour le 21^e vendredi. Sous un soleil de plomb, la mobilisation était forte malgré un dispositif sécuritaire renforcé et quelques arrestations parmi les manifestants. L'ambiance était aussi festive, coïncidant avec la qualification des Verts aux demi-finales de la Coupe d'Afrique. Lire page 2

Esplanade de la mosquée El Kaouther

Un nouvel espace de détente pour les familles blidéennes

Page 4

Festival de la musique et de la chanson oranaises

Création du Prix «Blaoui El Houari»

Page 13

21^e vendredi de mobilisation populaire

Le peuple maintient la pression silmya

■ Les Algériens ont manifesté hier contre le système en place pour le 21^e vendredi. Sous un soleil de plomb, la mobilisation était forte malgré un dispositif sécuritaire renforcé et quelques arrestations parmi les manifestants. L'ambiance était aussi festive, coïncidant avec la qualification des Verts aux demi-finales de la Coupe d'Afrique.

Par Louiza Ait Ramdane

Le 21^e vendredi était chargé en slogans hostiles au pouvoir. Les revendications du peuple évoluent à chaque rendez-vous, en fonction des événements, puisqu'il intervient après une série d'arrestations de détenus d'opinion depuis plusieurs semaines. Les revendications essentielles, celle du départ des deux «B» et surtout celle de l'application immédiate des articles 7 et 8 de la Constitution pour rendre le pouvoir au peuple, restent les objectifs du peuple «en marche».

Pour ce vendredi, des milliers de personnes ont battu le pavé dans la capitale pour réclamer le changement. L'ambiance était surtout festive, coïncidant avec la qualification de l'équipe nationale de football aux demi-finales de la Coupe d'Afrique. Les citoyens, brandissant des drapeaux aux couleurs nationales ainsi que des banderoles, ont sillonné les quartiers d'Alger.

Tout comme les précédentes semaines, Alger était quadrillée de partout. Des fourgons bleus et des bus remplis de policiers occupaient les principales artères du centre de la capitale, notamment les rues Didouche Mourad, Hassiba Ben Bouali, Pasteur, place Audin..., dans le but de réduire les espaces utilisés par les manifestants. Aussi, les forces de sécurité fortement déployées, filtraient les entrées au centre-ville. Après la fermeture du tunnel des Facultés et de la



Ph.E. Soraya J. A.

Grande Poste aux manifestants, les policiers ont utilisé cette fois-ci de l'huile de moteur versé sur les bords des escaliers menant au métro ainsi que sur les lampadaires, afin de les empêcher de monter et accrocher des drapeaux.

A partir de 11h, des centaines de manifestants étaient déjà rassemblés à Alger-Centre, comme à l'accoutumée, malgré les arrestations et les pressions policières. La foule impressionnante a commencé à se former en début d'après-midi, après la prière de vendredi. Une présen-

ce féminine importante a été constatée, comme lors des précédentes marches. De la place de la Grande Poste à Didouche Mourad, Alger était noire du monde. Le dispositif sécuritaire a été renforcé ce vendredi, empêchant ainsi les manifestants d'occuper la place Audin ou de passer par le Boulevard Mohamed V. Aussi, l'accès au parvis de la Grande-Poste, lieu symbolique du «hirak», était toujours bloqué, de même que le tunnel des Facultés et les voies menant vers le Palais du gouvernement. Sillonnant les rues de la

capitale sous un soleil de plomb, les manifestants ont réitéré leurs revendications habituelles, insistant notamment sur le départ de tous les symboles du système. Les manifestants ont réclamé aussi la libération des détenus du hirak ainsi que celle de l'ancien moudjahid Lakhdar Bouragaa, placé en détention provisoire. Sur les pancartes portées par les citoyens on pouvait lire également : «Le peuple veut la Coupe de la justice et de la liberté». Les manifestants scandaient aussi «Echaab yourid el istiklal» (le peuple veut son

indépendance). Lors de cette manifestation, ils étaient déterminés à préserver son caractère pacifique, malgré les arrestations de la police qui ont même arraché des banderoles et des drapeaux aux manifestants.

Par ailleurs, des marches tout aussi imposantes et similaires que celle de la capitale ont eu lieu à l'intérieur du pays. Les manifestants ont appelé au «changement du système», et revendiqué que «la souveraineté appartient exclusivement au peuple».

L. A. R.

Béjaïa

«Le changement de régime politique» en point de mire

Ils étaient des dizaines de milliers de personnes à prendre part à cette nouvelle marche qui s'inscrit dans le cadre du mouvement populaire du 22 février. Cette 21^e manifestation populaire et pacifique ne diffère pas des précédentes en termes de mobilisation et surtout de slogans et revendications qui sont toujours les mêmes. La détermination des manifestants reste aussi la même, en témoignent la mobilisa-

tion et la très forte chaleur qui ne les a pas dissuadés de sortir et de poursuivre la marche de l'espoir vers une République nouvelle, une Algérie nouvelle. Les manifestants ont convergé comme de coutume vers la cour de la maison de la culture avant le début de la marche, vers 13h30. Munis de banderoles et pancartes, emblème national et emblème identitaire, ils ont réclamer résolument, encore et tou-

jours, un Etat démocratique, la transmission du pouvoir au peuple, un changement radical de régime politique dans le pays de manière pacifique et le départ des symboles du régime à l'origine de la faillite du pays sur tous les plans ainsi que la libération des détenus d'opinion et détenus politiques arrêtés, notamment lors des manifestations d'Alger pour avoir brandi le drapeau identitaire. «C'est nous ou

vous», «Nous n'allons pas nous arrêter», «Les Algériens khawa Khawa», «Djazair houa démocratia» ou «Algérie libre et démocratique», «Pour une transition politique et un Etat de droit», «Enidhal enidhal hata yeskout enidham», «Libérez les détenus», «Thilleli Thilleli» (Liberté liberté) et «Anedou enedou alema yeghli udhavu», «République nouvelle», «Deuxième République», «Ulac l'vot ulac, ou Pas de vote»,

«Transmission du pouvoir au peuple», «Pouvoir assassin», «application des articles 7 et 8», «Ulac smah ulach», «Libérez l'Algérie», autant de slogans scandés par les foules et portés sur des pancartes et banderoles hier. Enfin, rien ne semble fléchir la dynamique de changement en cours.

Hocine Cherfa

Autorisations d'exploitation et classement des hôtels

Benmessaoud veut décentraliser les activités touristiques

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, a plaidé, jeudi à

Alger, pour la concrétisation des mesures relatives à la décentralisation du secteur, notamment en ce qui concerne l'octroi d'autorisations d'exploitation, le classement des établissements hôteliers et l'allègement des procédures administratives relatives à l'activité touristique. Intervenant lors d'une rencontre sur les mécanismes de concrétisation de la décentralisation des activités touristiques et hôtelières, M. Benmessaoud a précisé que «ses services» s'emploient à la consécration de la décentralisation dans la gestion des différentes

activités hôtelières et artisanales à travers la prise d'une série de mesures. Il s'agit, entre autres, de «confier au wali territorialement compétent les missions d'octroi d'autorisations d'exploitation, de classement de structures hôtelières et de sélection de leurs gérants sur proposition du directeur local du tourisme». Ces mesures, ajoute le ministre, comportent également «l'adoption des critères de classement des structures touristiques conformément aux standards internationaux», rappelant que «elles n'ont pas été mises à jour depuis 18 ans, en

dépit des avancées que connaît l'hôtellerie internationale». M. Benmessaoud a insisté, dans ce sens, sur «l'importance d'intégrer de nouveaux services répondant aux besoins des clients». A cette occasion, le ministre a mis l'accent sur «l'allègement des procédures administratives à travers l'unification des dossiers relatifs à l'octroi d'autorisations d'exploitation, le classement et la sélection des gérants des structures hôtelières», saluant «les démarches entreprises à cet effet, visant la mise à jour et la révision de l'arsenal juridique». Ces mesures ten-

dent principalement à «améliorer le service public et réduire la pression». Pour ce qui est du secteur du tourisme, le plan d'action du gouvernement repose essentiellement sur la promotion de l'investissement à travers «la réhabilitation des régions d'expansion touristique et le maintien d'avantages offerts aux investisseurs», outre «la modernisation du parc hôtelier et l'accompagnement des opérateurs pour la promotion de la destination Algérie en renforçant la capacité d'accueil actuelle», a-t-il ajouté.

Lyes G.

Erratum

Dans notre édition, une malencontreuse erreur nous a fait annoncer la mise en détention préventive de M. Youcef Yousfi, alors que la mesure était un placement sous contrôle judiciaire. Nous nous en excusons vivement auprès du premier concerné et de nos lecteurs.

Paiement des entrepreneurs

Le ministre des Finances se veut réconfortant

■ La trésorerie de l'Etat est «relativement tendue», mais elle permet de faire face à la dépense publique, a affirmé Mohamed Loukal. Se voulant rassurant, le ministre des Finances a précisé que le Trésor public n'enregistre aujourd'hui aucun arriéré de paiement envers les entreprises réalisatrices de projets d'investissement.

Par Meriem Benchaouia

«**L**a situation de la trésorerie de l'Etat, quoique relativement tendue, est maîtrisée et permet de faire face à la dépense publique, que ce soit pour le budget de fonctionnement, y compris le remboursement de la dette publique, ou pour le budget d'équipement, ainsi que pour les opérations du Trésor», a-t-il avancé dans un entretien accordé à l'agence de presse nationale. Même les retards de paiement, pouvant être éventuellement enregistrés sur le budget d'équipement, «ne peuvent être dus qu'à des questions de conformité des dossiers introduits par les ordonnateurs et par le respect des procédures en vigueur», a-t-il précisé. «Ces retards éventuels ne pourraient, en aucun cas, être imputés à des tensions de trésorerie», a-t-il soutenu. Chiffres à l'appui, le ministre a indiqué qu'à fin mars les décaissements effectués dans le cadre de l'exécution des dépenses budgétaires portent sur un montant global de 2 448,5 milliards (mds) de DA, répartis entre le budget de fonctionnement (1 556,5 mds de DA) et le budget d'équipement (891,9 mds de DA). Les interventions du Trésor, sous forme de prêts aux entreprises et autres organismes publics, ont totalisé, à la même date, un montant de 395,5 mds de DA. Pour ce qui est du paiement des rémunérations et des pensions de retraite, «aucune perturbation n'est enregistrée au niveau des chiffres



PHOTO: R. C.

du Trésor ou des CCP», selon M. Loukal.

Trésor : 2 436 mds de DA de déficit attendu en 2019

Les dépenses de la CNR (Caisse nationale des retraites) ont fait l'objet d'un financement de 300 mds de DA, versés en janvier 2019, et d'un second financement, au titre du deuxième semestre 2019, par «tranches correspondant aux besoins réels de la Caisse», a-t-il précisé. Une première tranche de 80 mds de DA a été versée à la CNR début juin 2019, selon lui. Estimé annuellement à 600 mds de DA, le financement du déficit de la CNR constitue «un impact important et persistant sur les finances publiques, en attendant sa réduction dans le cadre de la refondation du système de retraite actuel», a souligné le ministre. A la fin du premier trimestre

2019, le déficit du Trésor a atteint 1 352,5 mds de DA, un déficit qui devrait se creuser pour atteindre 2 436 mds de DA (11,6% du PIB) à la fin de l'année en cours (la loi de finances 2019 prévoit un déficit du Trésor de 2 200 mds de DA), selon le ministre. Pour couvrir les 2 436 mds de DA de déficit, quelque 1 000 mds de DA ont été déjà mobilisés en janvier 2019, dans le cadre du financement non conventionnel. Sur les 6 553,2 mds DA mobilisés dans le cadre de ce financement, environ 5 500 mds de DA ont été injectés dans l'économie, ce qui donne un reliquat de 1 000 mds de DA mobilisés pour financer une partie du déficit du Trésor. Pour le ministre, les principaux «challenges» en matière d'opérations du Trésor concernent notamment le financement du déficit de la CNR (600 mds de DA/an) et la dotation octroyée au Fonds national d'investissement (FNI), estimée à 500 mds de

DA/an, pour assurer la continuité du financement de projets d'investissement. «Nous avons les moyens pour relever ces challenges», a-t-il assuré.

Les réserves de change à 72,6 milliards de dollars

Les réserves de change de l'Algérie ont reculé à 72,6 milliards de dollars (mds usd) à la fin avril 2019, contre 79,88 mds usd à la fin de l'année 2018, soit une baisse de 7,28 mds usd en quatre mois, a indiqué le ministre. «Le niveau des réserves est relativement satisfaisant, il équivaut à deux années d'importation et nous permet une marge de manœuvre importante en matière de redressement de la situation financière», a-t-il commenté. En 2018, les réserves de change s'étaient contractées de 17,45 mds de DA par rapport à la fin 2017 (97,33 mds usd). La loi de finances 2019 prévoit, pour la période 2019-2021, une baisse des réserves de change à 62 milliards usd en 2019, puis à 47,8 milliards usd en 2020 pour atteindre 33,8 milliards usd en 2021. Pour faire face à l'érosion continue des réserves de change, le gouvernement s'est récemment engagé dans une démarche basée sur la rationalisation des importations des biens, à travers leur limitation aux besoins réels du marché national, en attendant la généralisation de cette approche aux services, a rappelé le ministre.

M. B.

«Surfacturation» et «fausses déclarations»

Les importations de blé passées à la loupe

Dans le cadre du combat à mener par le gouvernement pour préserver les réserves de change du pays et rationaliser les importations, il a été décidé la fermeture de 45 minoteries, notamment pour «surfacturation» et «fausses déclarations». Cette décision prise par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, lors d'une réunion du gouvernement qu'il a présidée, a été une ferme réponse aux dépassements de la part de certaines minoteries, démasquées par un groupe de travail chargé d'auditionner la filière du blé. Ces dépassements mis à nu portent notamment sur les capacités de production effectives de ces minoteries et sur la surfacturation en vue de bénéficier indûment de quotas supplémentaires de blé tendre subventionné. Le Premier ministre a également instruit d'ester en justice, au

terme de l'audit général, d'autres minoteries s'adonnant aux fausses déclarations sur leurs capacités de production effectives, ainsi que de suspendre le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales. Affirmant que le gouvernement «ne tolérera aucun dépassement de ce genre tout en veillant à garantir l'approvisionnement du marché national en ce produit», Bedoui a exhorté le groupe de travail à poursuivre son audit qui sera sanctionné par un rapport exhaustif comportant aussi les raisons du retard accusé dans la réalisation de structures de stockage de céréales. Pour rappel, la création d'un Comité de veille, de régulation, de contrôle et d'évaluation de la céréaliculture, décidée en juin dernier par le gouvernement, constitue une nouvelle mesure de rationalisation des

importations, visant à contenir l'érosion des réserves de change du pays. Chargé de «concevoir une approche claire, à court et moyen terme, en matière de rationalisation de la gestion et de l'importation des céréales», ce Comité, placé auprès du ministre des Finances et associant les ministres du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture, aura à effectuer un audit global concernant le respect des obligations juridiques par l'ensemble des opérateurs activant légalement dans le domaine. Le 23 mai dernier, le gouvernement avait donné son accord à de nouvelles mesures visant la régulation des importations des céréales et du lait, deux produits qui totalisent plus de la moitié des importations alimentaires du pays, dans le cadre d'une démarche visant la préservation des réserves de changes.

L'Algérie a importé en 2018 pour 8,57 milliards de dollars (mds usd) de produits alimentaires (+1,6%), une facture tirée essentiellement par la hausse des importations des céréales. Les importations des céréales-semoule-farine a grimpé à 3,1 mds usd en 2018 (+11,55%) alors que celles des laits et produits laitiers a légèrement reculé à 1,4 mds usd (-0,65%). D'autre part, Loukal a présenté, au cours de la récente réunion du gouvernement, une deuxième intervention consacrée à la présentation des résultats du travail du Comité intersectoriel de veille, chargé du suivi des activités économiques et des projets susceptibles d'enregistrer des perturbations en raison de mesures conservatoires. A ce propos, le Premier ministre a mis en avant la détermination du gouvernement à poursuivre la réalisation

LA QUESTION DU JOUR

Traçabilité

Suite de la page une

Ce qui d'ailleurs ne l'a pas empêché d'avancer une explication dénuée de toute crédibilité de leur présence à Gharyan. Le ministre libyen des Affaires étrangères rencontrant son homologue français lui aurait demandé de s'en justifier, avec peut-être pour véritable but, ce disant, de faire honte à la France, non pas tant de fournir des armes au maréchal Haftar que d'avoir parié en Libye sur le mauvais cheval, sur le perdant. C'est la France qui s'est fait prendre cette fois-ci, mais demain, ce pourrait être un autre des pays très actifs en Libye. Ou l'Italie, ou l'Egypte, ou les Britanniques, la liste étant longue pour les citer tous. Il suffirait pour cela que ce soit les forces de Tripoli qui soient réduites, quelque part dans la vaste Libye, à un sauve-qui-peut du même genre que celui de l'ANL, il y a quelques jours au sud de Tripoli. Et probablement on trouverait sur leurs positions abandonnées bien des choses compromettantes pour tel ou tel de leurs alliés, non moins nombreux que ceux de l'est, et dans certains cas les mêmes. Il n'en reste pas moins que la France, bien plus que l'Italie par exemple, sa rivale directe en Libye, a endossé dans ce conflit un rôle de faiseur de paix tel qu'elle n'avait pas le droit de se faire prendre. Il serait maintenant difficile pour elle de jouer au médiateur, ce à quoi elle s'est complu dans un passé récent, sans succès d'ailleurs. On savait avant la débâcle de Gharyan qu'il n'y avait pas de solution politique à la crise libyenne, bien que tout le monde fasse semblant d'y croire fermement. Après Gharyan, on se demande s'il y en a seulement une qui soit militaire. Si la Libye n'est pas divisée d'ores et déjà de façon irrémédiable. S'il ne faut pas commencer par conséquent à se faire à cette idée.

M. H.

de l'ensemble des projets publics concernés, à respecter tous les engagements, notamment avec les partenaires étrangers, conformément à la loi. L'activation de toutes les procédures en vigueur pour amener les entreprises de réalisation à tenir leurs engagements contractuels a été également décidée. Tous les secteurs concernés ont été enfin chargés de veiller à l'épuisement de toutes les solutions juridiques pour la régularisation des situations des travaux afin de préserver les droits de tous les travailleurs.

Thinhibene Khouchi

Commerce/Plan national de distribution

Une feuille de route de la grande distribution en cours d'élaboration

■ Le ministre du Commerce, Saïd Djellab, a affirmé, jeudi à Batna, que le travail est actuellement en cours pour élaborer un plan national de distribution.

Par Fahima K.

«L'étude de ce plan débouchera sur une feuille de route de la grande distribution incluant tous les marchés de gros et de détail à l'échelle nationale et les centres commerciaux», a indiqué le ministre au cours de l'inspection du marché de gros El Aurassia de fruits et légumes, réalisé dans le cadre d'un investissement privé dans la zone d'activités Dhraa Bensabab, de la commune Tazoult.

Ce plan, a-t-il ajouté, garantira concurrence et transparence aux commerçants, ainsi que la traçabilité des produits, tout en permettant la réduction des coûts et disponibilité des produits en attirant davantage d'investisseurs. «Nous espérons que les investissements privés se dirigeront davantage vers la création de marchés de gros et de détail», a ajouté le ministre, affirmant que les opérateurs intéressés béné-



ficieront de l'accompagnement public afin d'assurer au citoyen algérien l'accès à des marchandises à des prix raisonnables. Après avoir écouté les préoccupations des opérateurs intervenant sur ce marché, le ministre du Commerce a appelé à s'intéresser au recyclage des fruits et légumes pour la production d'engrais qui, a-t-il noté, ne peut qu'être une activité fructueuse au regard des quantités de légumes

et fruits qui se perdent sur les marchés de gros et de détail. Aussi, M. Djellab a salué cet investissement d'«*envergure régionale*» qui sera intégré au plan national de commercialisation en cours d'élaboration.

Il a révélé un autre projet portant sur la numérisation concernant le contrôle, le commerce extérieur et l'organisation des marchés qui débutera «*fin juillet courant*». Au cours de son inter-

vention durant la journée d'étude sur la protection du consommateur contre les conditions arbitraires, tenue à l'Université de Batna-1 avec la participation de 18 wilayas de l'Est, le ministre a appelé à mettre en œuvre les actions d'encadrement de contrôle prévues durant la saison estivale actuelle.

Le ministre a présidé, en outre, la signature de trois conventions entre la direction

régionale du Commerce de Batna, les Universités Batna 1 et 2 et l'Université de Constantine-1 qu'il a qualifiées de «pilotes et de pas vers la concrétisation d'un partenariat véritable entre l'université et le secteur du commerce afin de favoriser l'émergence d'une économie nationale diversifiée et conquérir des marchés extérieurs, notamment africains».

F. K./APS

Esplanade de la mosquée El Kaouther

Un nouvel espace de détente pour les familles blidéennes

L'esplanade et le jardin de la mosquée El Kaouther du centre-ville de Blida se sont transformés en un nouvel espace de détente pour les familles qui ont fortement salué la décision des autorités locales de l'ouvrir aux citoyens. Selon le directeur des Affaires religieuses et des wakfs de Blida, Kamel Belaâssel, la décision d'ouvrir l'esplanade et le jardin de la mosquée El Kaouther au public fait suite à un accord des autorités de la wilaya. Cette action vise, a-t-il dit, à marquer la contribution des mosquées dans l'amélioration de la vie du citoyen, tant au plan culturel que dans les autres aspects de sa vie, liés notamment à son bien-être moral et physique. Cette initiative, présentée comme une première du genre à l'échelle nationale, a été prise suite au constat d'un nombre de familles ayant pris l'habitude de prendre place devant la mosquée, durant les après-midi, en dépit du fait qu'elle était fermée en dehors des heures de la prière. Un «*fait qui nous a interpellé, d'où la décision d'ouvrir cet espace aux citoyens*», a expliqué M. Belaâssel. C'est ainsi que l'esplanade de la mosquée El Kaouther est devenue un lieu privilégié pour les familles et leurs enfants, qui commencent à y prendre place dès la fin de la prière de l'Asr, avant de voir le flux de citoyens grandir après la prière du Maghreb, pour atteindre son comble après la dernière prière de la journée (Ichaâ) et ce, jusqu'à tard dans la nuit, quand l'affluence est trop forte. L'ouverture de cet espace de détente intervient suite à une opération de réamé-

nagement lancée au profit de la mosquée El Kaouther depuis trois ans, pour une enveloppe de 200 millions de DA. Son taux d'avancement actuel est de plus de 95%, selon M. Belaâssel. Les travaux de réaménagement du jardin et de l'esplanade de cette mosquée ont consisté, a-t-il ajouté, en leur dotation en bancs et en éclairage aux couleurs scintillantes (la nuit), outre la plantation de plantes ornementales et de palmiers parcourant les allées du jardin. A cela s'ajoute la réalisation, dans la mosquée, d'une salle de conférences répondant aux standards internationaux en vigueur, avec une annexe, au même titre qu'un bureau pour les Fetwas (édits). En somme, ce monument historique et culturel de la ville de Blida, bâti en 1533 par Sidi Ahmed Lekbir, fondateur de la ville des Roses, a été doté de toutes les commodités susceptibles d'en faire une destination de choix, tant pour les locaux que pour les visiteurs étrangers intéressés par l'histoire et les monuments anciens, a assuré le même responsable. Sachant que cette vieille mosquée est située en plein centre-ville de Blida et que son minaret est visible des quatre coins de la cité. M. Belaâssel a également fait part du lancement d'un appel aux dons en vue de la réalisation de manèges pour enfants sur l'esplanade. Une décision a été prise par la même occasion, selon lui, en vue de l'élargissement de cette initiative à l'ensemble des mosquées de la wilaya. «*Tout nouveau projet de mosquée, au même titre que ceux en réalisation, seront tenus désor-*

mais d'englober des places attenantes, destinées aux citoyens», a-t-il informé, signalant également l'aménagement programmé d'espaces similaires au profit de vieilles mosquées.

Des familles entières en villégiature à la place El Kaouther

Une virée à l'espace El Kaouther permet de faire le constat de l'important engouement qu'il suscite auprès de familles entières, qui y passent de longues heures à deviser pendant que les enfants jouent tout leur saoul sous l'œil bienveillant des adultes. L'affluence vers l'esplanade est allée crescendo ces derniers jours, avec la canicule sévissant dans la région.

Les visiteurs semblent y trouver leur «*bouffée d'oxygène*» du fait que le site de la mosquée El Kaouther, qui fait face au mont Chrâa, est traversé par une brise rafraîchissante qui en fait une destination privilégiée à Blida, tant pour les femmes, qui se réunissent en petits groupes en papotant, que pour les enfants qui créent une belle ambiance dans la place, grâce à leurs jeux (vélos, patins, roulettes, etc.). La proximité de l'esplanade de la place Ettoute, cœur de la ville des Roses, est l'autre facteur ayant relevé la cote de cette place, car de nombreux citoyens ont pris l'habitude d'aller consommer des glaces au niveau des kiosques environnants, avant de venir prendre place près de la mosquée El Kaouther. Approchée par

l'APS, M^{me} Hadda, une sexagénaire, qui était accompagnée de sa belle-fille et de ses petit-enfants, s'est dite «*très contente*» de cette initiative. «*Cette place est une véritable bouffée d'air, dans un ville manquant cruellement de lieux de détente*», a-t-elle déclaré. Un sentiment partagé par M^{me} Khadidja (45 ans), qui se trouvait sur les lieux avec son mari, en train de surveiller leur fils qui jouait tranquillement. Cette dame a salué l'ouverture de cette place au public, en l'absence d'aires de jeu pour enfants au niveau des cités, a-t-elle observé, se disant «*ravie*» d'y venir passer ses soirées «*sans gêne, ni tracas*». Ce sentiment de sécurité a été aussi exprimé par un autre amoureux de ce lieu, Azzeddine (55 ans), qui a dit se sentir «*totalement rassuré*» en laissant sa femme et ses deux filles au niveau de cette place, dont la surveillance est assurée par des agents de sécurité, au moment où il peut passer un moment agréable avec ses amis dans le café voisin.

Le site d'El Kaouther ne fait pas le seul bonheur des adultes. Les plus grands gagnants semblent aussi être les enfants qui, à l'image de Yacine, Raouf, Mohamed et Nada, ne ratent pas une seconde pour s'adonner à cœur joie à leurs jeux préférés. «*Avant, nous étions interdits de sortie par nos parents à cause de l'absence de lieux similaires dans nos quartiers*», se rappellent-ils. Mais fort heureusement, cela n'est désormais qu'un mauvais souvenir pour eux.

Kheilil N.

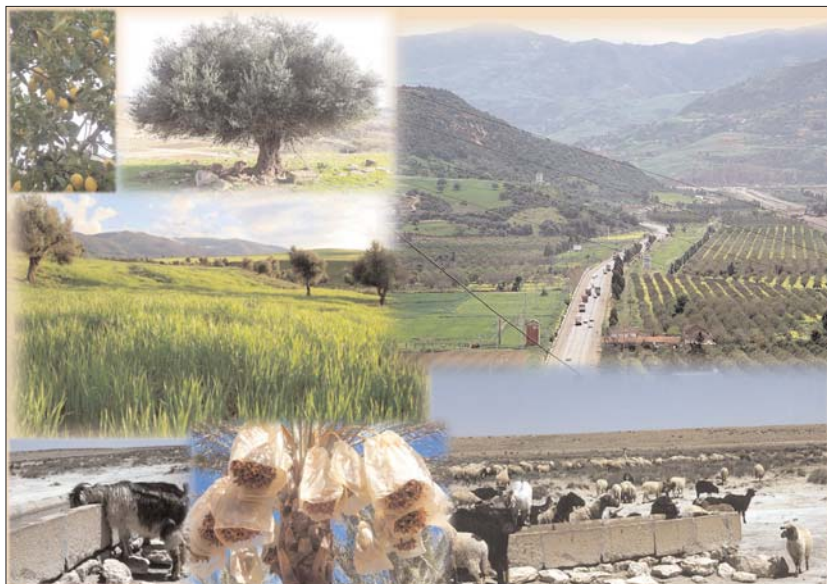
Afin de développer le secteur agricole

Le gouvernement ambitionne d'exploiter les potentialités scientifiques

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a déclaré, jeudi à Tissemsilt, que le gouvernement ambitionne d'exploiter les potentialités scientifiques pour développer le secteur agricole.

Par Mahi O.

Après avoir suivi un exposé sur la situation prévalant au niveau du Parc national des cèdres de Theniet El Had, M. Omari a déclaré que la démarche prise lors de la réunion du Conseil du gouvernement la semaine dernière porte sur l'exploitation de toutes les potentialités scientifiques et techniques pour développer le secteur agricole en diversifiant et améliorant les semences. Le ministre a affirmé que son département œuvrera à encourager la coopération scientifique avec les instituts universitaires et les chercheurs pour réaliser un développement agricole et rural. Par ailleurs, il a annoncé que le gouvernement a pris des dispositions pour élargir l'exploitation des systèmes économisant l'eau d'irrigation, dont le système goutte à goutte, pour assurer une exploitation rationnelle des eaux des barrages et des retenues collinaires. Il a annoncé aussi que le ministère prépare actuellement la tenue d'une rencontre nationale avec le ministère des Ressources en eau en vue d'élargir les terres agricoles irriguées, incitant les agriculteurs à utiliser des systèmes économisant l'eau d'irrigation. M. Omari a



insisté sur une exploitation optimale du liège que recèle le Parc national des cèdres de Theniet El Had par une coopération permanente avec le Conseil interprofessionnel de la filière liège de la wilaya, afin de développer cette activité forestière devant créer des emplois supplémen-

taires, tout en appelant les responsables du secteur des forêts et de l'agriculture à créer un conseil professionnel des plantes aromatiques et médicinales pour exploiter des variétés végétales de la forêt d'El Medad et encadrer cette filière. Le ministre a exhorté les agricul-

teurs de la wilaya à s'organiser en corporations professionnelles pour réaliser un développement rural, à l'instar des filières de collecte du lait et d'irrigation. Il a également instruit le directeur général de la Société de génie rural, relevant de la Direction générale des forêts, de concrétiser

des projets d'urgence pour ouvrir des accès sylvicoles au sein du parc El Medad de Theniet El Had devant assurer l'intervention rapide des agents des forêts et de la Protection civile en cas d'incendie. M. Omari a insisté, en outre, sur les moyens de formation technique en activité d'arboriculture fruitière dans la wilaya de Tissemsilt et un accompagnement permanent de la filière d'apiculture qui se répand en zones montagneuses forestières de la région. Par ailleurs, le ministre a présidé, lors de sa visite au Parc national des cèdres de Theniet El Had, la cérémonie de signature d'une convention entre l'Institut des sciences et technologies du centre universitaire de Tissemsilt et la Maison du parc, et a honoré des citoyens et associations ayant pris part à l'extinction du feu déclaré dans cette forêt en juin dernier. La visite d'inspection du ministre se poursuit dans la wilaya par l'inauguration du siège de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya de Tissemsilt. M. O. /APS

Prix

Le pétrole termine en légère baisse à New York

Les prix du pétrole ont un peu reculé jeudi à la clôture, après avoir atteint plus tôt en séance un plus haut depuis un mois et demi, légèrement affectés par des statistiques américaines sur l'inflation et par l'Opep. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre a clôturé à 66,52 dollars à Londres, en baisse de 0,73% par rapport à la clôture de mercredi. A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août a reculé de 0,38%, à 60,20 dollars. Vers 08h15 GMT, les prix avaient atteint 67,65 dollars et 60,94 dollars, des niveaux plus vus depuis la fin mai. Les prix à la consommation aux Etats-Unis ont

modestement avancé de 0,1% en juin sur un mois mais davantage que ne l'escomptaient les analystes, selon l'indice des prix CPI publié jeudi. «Ce chiffre a limité l'exposition des investisseurs aux matières premières», a indiqué Bart Melek de TD Securities, «car cela suggère que la Banque centrale américaine pourrait se montrer un peu moins accommodante que les acteurs du marché pensent». Une inflation plus élevée que prévu peut pousser la Fed à la prudence sur ses potentielles baisses de taux d'intérêt, la mission de l'institution étant justement de contrôler la hausse des prix en montant ses taux lorsque cela est néces-

saire. Son président s'est montré tout de même plutôt accommodant mercredi lors d'une audition au Congrès. Le marché a par ailleurs été influencé jeudi par des statistiques de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). Dans son rapport mensuel publié jeudi, le cartel a jugé que la production de pétrole des pays non-OPEP augmentera de 2,4 millions de barils par jour en 2020. Depuis plusieurs mois, les marchés s'inquiètent d'une offre trop abondante par rapport à une demande morose et pénalisée par les tensions commerciales. De plus, l'Opep anticipe une baisse de la demande mondiale pour son pétrole, de l'ordre de

1,3 million de barils par jour en 2020. Le pétrole avait pourtant démarré la journée en hausse, alimenté par «une forte baisse des stocks américains et une escalade dans les tensions autour du détroit d'Ormuz», a expliqué Neil Wilson, analyste pour Markets.com. Jeudi, un porte-parole du gouvernement britannique à Londres a indiqué que des navires iraniens avaient tenté mercredi soir d'«empêcher le passage» d'un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz, expliquant que la Royal Navy avait dû intervenir, ce que les Gardiens de la révolution ont nié.

Salem K.

Changes

L'euro en légère hausse face à un dollar affaibli

L'euro montait un peu hier face au billet vert, toujours pénalisé par les attentes autour d'une baisse des taux fin juillet. L'euro progressait de 0,08% face au billet vert, à 1,1263 dollar. «Le dollar continuait de baisser face aux autres principales monnaies ce matin, alors que la Fed va probablement abaisser ses taux d'intérêt à la fin du mois pour la première fois en dix ans, du fait du ralentissement de l'économie mondiale et

des tensions commerciales grandissantes», a expliqué Samuel Siew, analyste pour Phillip Futures. «Après des chiffres de l'emploi (publiés la semaine dernière) bien meilleurs que prévu aux Etats-Unis, les marchés ont été surpris par le ton accommodant du président de la Fed, Jerome Powell, lorsqu'il s'est exprimé devant le congrès américain en milieu de la semaine», a ajouté Ricardo Evangelista, ana-

lyste pour ActivTrades. Le président de la Réserve fédérale américaine a ainsi mis l'accent sur les risques que faisaient peser les tensions commerciales sur l'économie américaine. Jeudi, il a estimé que ces tensions avaient provoqué un «choc de confiance» dans les milieux industriels. «En langage de banque centrale, cela signifie : préparez-vous, une réduction des taux est imminente et d'autres risquent d'arriver», a

ajouté M. Evangelista. Un abaissement des taux d'intérêt rend le dollar moins rémunérateur et donc moins attractif pour les cambistes. Si ceux-ci s'attendaient déjà à ce qu'une telle décision soit prise lors de la réunion du 31 juillet, une incertitude demeurait sur le reste de l'année. Les propos de M. Powell ont ainsi été perçus comme un signe que d'autres baisses suivront celle prévue à la fin du mois. Agences

Zone euro Forte montée inattendue de la production industrielle en mai

LA PRODUCTION industrielle dans la zone euro a crû de 0,9% en mai par rapport à avril, selon des données officielles publiées hier, une progression bien plus forte que ce que prévoyaient les analystes. En avril par rapport à mars, la production industrielle avait reculé de 0,4%, a indiqué l'Office européen des statistiques, Eurostat, corrigeant légèrement un chiffre donné précédemment (-0,5%). Les analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset tablaient certes sur une progression en mai mais bien moins forte (+0,2%). En mai par rapport à avril, la production a augmenté de 2,7% pour les biens de consommation non durables, de 2,3% pour les biens de consommation durables, de 1,3% pour les biens d'investissements et de 0,7% pour l'énergie. En revanche, la production pour les biens intermédiaires a diminué de 0,2%, dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique. En mai par rapport au même mois de 2018, la production industrielle a diminué de 0,5%. Les analystes tablaient sur une diminution bien plus prononcée de 1,6%.

R. E.

Tissemsilt

Inauguration d'une première coopérative de céréales et de légumes secs

■ Un siège de la coopérative des céréales et de légumes secs (CCLS), le premier du genre dans la wilaya de Tissemsilt, a été inauguré jeudi à Tissemsilt par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Ammari.

Par Nabila T.

Dans un point de presse en marge de cette cérémonie, le ministre a souligné que cette CCLS est «un grand acquis» pour la wilaya lui assurant une indépendance à la région en matière de stockage et un guichet unique sur place pour cet effet. M. Ammari a aussi déclaré que l'ouverture de cette CCLS dans la wilaya s'inscrit dans le cadre des mesures du gouvernement pour renforcer la décentralisation de la gestion et rapprocher les services de l'agriculture aux agriculteurs, insistant sur la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour garantir un bon encadrement à cette coopérative avec l'accompagnement de toutes les instances dont les banques et la Caisse nationale de mutualité agricole. Par ailleurs, le ministre a indiqué que la rencontre nationale organisée le 19 juin dernier concernant la saison de moisson-battage a permis de prendre des mesures de facilitation en faveur des céréaliculteurs au niveau national, dont le versement des dus en 24 heures et l'utilisation de la balance avec transparence. Concernant la décision du gouvernement prise mercredi portant sur la fermeture de 45 minoteries privées, il a expliqué que ces minoteries sont fermées pour des dysfonctionnements financiers portant sur des surfac-

turations et des infrastructures économiques, ajoutant que cette décision vise à préserver des acquis de l'Etat et du peuple et garantir l'approvisionnement du marché national en denrées alimentaires de base. M. Ammari a indiqué que les décisions ont été prises mercredi par le gouvernement à titre préventif et seront suivies par d'autres mesures visant à préserver les deniers publics et à rationaliser les dépenses et les importations. Le ministre a annoncé des mesures pour développer la production de blé dur qui se caractérise par une qualité élevée, déclarant que notre pays dispose d'un potentiel pour exporter, soulignant l'organisation prochaine d'une réunion nationale qui fixera la feuille de route. Par ailleurs, il a fait savoir que les incendies déclarés au parc national des

cèdre de Theniet El Had ont été partielles, valorisant l'implication des citoyens riverains à cette forêt, des associations locales et des services de la conservation des forêts, de la protection civile et des autorités locales permettant de sauver cette réserve naturelle. Il a signalé, dans ce cadre, que le gouvernement a pris plusieurs dispositions de lutte contre les feux de forêts au niveau national dont la mobilisation de tous les moyens humains et matériels, leur renforcement en intensifiant l'action de sensibilisation en collaboration avec les représentants de la population riveraine des espaces boisés et des associations locales. La visite du ministre a été marquée par l'inspection du parc national de cèdre de Theniet El Had, en plus de présider une cérémonie de signature d'une convention



cadre de l'institut des sciences et technologies du centre universitaire de Tissemsilt et la maison du parc. M. Ammari a honoré les présidents des APC de Theniet El Had et Sidi Boutouchent, le

directeur de la maison du parc, des citoyens et des associations ayant participé à l'extinction du feu déclaré à la forêt d'El Medad, fin juin dernier.

N. T.

Transport urbain à Biskra

Attribution de 740 autorisations d'exploitation d'un service taxi

Un total de 740 autorisations d'exploitation d'un service taxi pour le transport urbain des voyageurs à travers les villes de la wilaya de Biskra ont été délivrées, a indiqué jeudi le directeur local du Transport, Mohamed Farouki. Ces nouvelles autorisations d'exploitation s'inscrivent dans le cadre d'un plan visant à renforcer le réseau de transport urbain dans toutes les régions de Biskra, ce qui permettra de mieux desservir les chefs-lieux de plusieurs communes ainsi que des régions lointaines et enclavées, a précisé le responsable à l'APS. Il a dans ce

sens ajouté que la démarche ne vise pas le chef-lieu de la wilaya, qui est «suffisamment desservi». M. Farouki a révélé que l'octroi de ces autorisations permettra d'ouvrir de nouvelles lignes vers les quartiers et zones à forte densité démographique, notamment à Ouled Djellal, Sidi Khaled, Tolga, Lioua et Sidi Okba, afin de renforcer les moyens de transport collectif. Pour rappel, 85 nouvelles autorisations d'exploitation de lignes de transport pour les bus ont été accordées, récemment, particulièrement pour les régions de l'ouest de Biskra, entre autres,

Basbas, Ras Al-Miad, Sidi Khaled et Cheaiba, où les autorisations d'exploitation des lignes ont été délivrées pour les bénéficiaires des projets de l'Agence nationale de soutien l'emploi des jeunes (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac). Ces nouvelles autorisations contribuent à la création de plus de 2 000 postes d'emploi directs et indirects et renforcent le transport des passagers dans toutes les directions et dans les zones urbaines de Biskra, a-t-on conclu.

Anissa H.

Mila

Près de 65 000 quintaux d'ail stockés par les opérateurs privés

Près de 65 000 quintaux d'ail ont été stockés par les opérateurs privés à travers le territoire national au titre de l'actuelle saison agricole, a déclaré jeudi le président du conseil interprofessionnel des filières ail et oignon, Boudjemâa Hansali.

Ce responsable a indiqué que cette quantité d'ail stockée a été prise en charge exclusivement par des opérateurs économiques privés préalablement désignés par le ministère de l'Agriculture du développement rural et de la pêche maritime. Rappelant que la quantité de la production nationale d'ail desti-

née au stockage pour cette année s'élève à 100 000 quintaux, le président du conseil interprofessionnel des filières ail et oignon a trouvé de nouveaux opérateurs notam-

ment dans le secteur public pour prendre en charge le reste de la production eu égard notamment au prix actuel du kilogramme qui varie selon la qualité de la marchandise entre

50 et 100 DA. Boudjemâa Hansali a par ailleurs rappelé que plus 38 000 quintaux d'ail ont été stockés au cours de la précédente saison affirmant que la hausse des quantités

destinées au stockage pour cette saison va permettre de garantir la disponibilité de ce produit tout au long de l'année et à «des prix abordables».

F. H.

Laghouat

Attribution de 36 ruchers aux agriculteurs

Un total de 36 ruchers a été attribué à des agriculteurs de différentes communes de la wilaya de Laghouat, a-t-on appris jeudi des services de la wilaya. Inscrite au titre du programme du fonds national de

soutien aux petits agriculteurs, l'opération a porté sur l'attribution de ruchers, composés de 10 ruches pleines chacun et dotés d'équipements nécessaires. Elle a profité aux agriculteurs des communes de Sidi-Makhlof (10

ruchers), Gueltat-Sidi Saâd (8), El-Assafia (5) et le reste réparti entre les communes d'Ain Madhi, Tadjerouna, El-Kheneg, El-Beida et Ain Sidi-Ali, a-t-on précisé. Selon les services de la wilaya, l'opération d'attribution

de ruchers englobera graduellement les communes de la wilaya, selon un programme arrêté par les subdivisions des forêts dans les dairas de la wilaya Laghouat. Il est relevé également, dans le cadre du développement rural, le lancement d'une opération d'attribution d'unités d'élevage caprin au profit des agriculteurs désireux de se lancer dans ce type d'activités, en vue d'encourager et de préserver le cheptel caprin. La wilaya de Laghouat a bénéficié ces dernières années de plusieurs programmes de développement rural ayant englobé l'électrification rurale, l'ouverture de pistes d'accès et l'amélioration des conditions de vie des populations.

APS

M'sila

Plus de 400 millions de DA pour la modernisation des chemins de wilaya

Une somme de 408 millions de DA a été allouée au titre du budget complémentaire de wilaya de M'sila de l'année 2019 pour renforcer les chemins de wilaya (CW), a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Ce montant servira à financer des opérations de renforcement de la signalisation routière, l'entretien et la modernisation des chemins de wilaya, ont précisé les services de la

wilaya détaillant qu'un linéaire de 30 km de chemins de wilaya est concerné par des travaux de modernisation. L'opération contribuera, selon la même source, à améliorer la qualité des services rendus à l'utilisateur de la route notamment au niveau des chemins de wilaya qui enregistrent une densité de circulation comparable à celle enregistrée au niveau des routes nationales, à désenclaver

les zones éloignées de la wilaya et à offrir un plan de charge pour les entreprises agréées par le secteur des travaux publics. Un linéaire dépassant les 400 km représentant 50% du réseau routier des CW totalisant 800 km à M'sila a été entretenu au cours des dix dernières années, a rappelé la même source.

R. R.

France

«Les missiles français n'étaient pas entre des mains libyennes»

■ Les missiles découverts dans un QG du maréchal à la retraite Khalifa Haftar près de Tripoli, dont la France a reconnu la propriété, «n'étaient pas entre des mains libyennes», a précisé, vendredi, la ministre française des Armées, Florence Parly.

Par Khelil L.

«**L**es propos que l'on peut lire ici ou là sur le fait que ces missiles étaient entre les mains libyennes sont des propos tout à fait faux, ce n'était pas le cas», a-t-elle affirmé sur la radio France Info, alors que le Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), reconnu par l'ONU, a demandé jeudi soir des explications «urgentes» à Paris.

La ministre n'a pas expliqué pourquoi il était «faux» d'affirmer que les missiles étaient «entre des mains libyennes», alors que toute les parties reconnaissent qu'ils ont été retrouvés dans un QG du maréchal Haftar.

Dans une lettre, le ministre des Affaires étrangères du GNA, Mohamad Tahar Siala, a demandé à son homologue français, Jean-Yves Le Drian, d'expliquer de manière urgente le mécanisme par lequel les armes françaises découvertes à Gharyan sont parvenues aux forces de Haftar, quand ont-elles été livrées et comment ?», selon un communiqué du ministère.

«Ils n'ont jamais été transférés à quiconque, ils n'avaient qu'un seul usage prévu, c'était de contribuer à la protection d'éléments français qui faisaient du renseignement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme», a répliqué vendredi la ministre française, en faisant valoir qu'il y a eu en Libye de nombreuses attaques de Daech (acronyme arabe du groupe État islamique), y compris de façon très récente».

«Ces missiles ont été mis hors d'usage, il étaient donc stockés dans un endroit qui était destiné à permettre leur destruction», mais «pour des raisons qui tiennent aux événements qui se déroulent en Libye, ces missiles n'ont pas pu être détruits à temps», s'est justifiée la ministre française.

Le «New York Times» avait attribué mardi à la France la propriété de quatre de ces missiles américains antichar, découverts par les forces loyales au GNA à Gharyan, ville reprise fin juin au maréchal Haftar à 100 km de Tripoli.

Dans sa lettre, le ministre des Affaires étrangères du GNA, Mohamad Tahar Siala, a également souhaité connaître «les quantités d'armes» qu'aurait fournies la France au maréchal Haftar, et «dont l'existence (en Libye) contredit les déclarations du gouvernement français (...) de soutien au GNA, comme seul reconnu internationalement», a-t-il dit.

La France reconnaît avoir apporté du renseignement au

maréchal à la retraite Haftar dans l'Est et le Sud, mais réfute tout soutien militaire dans son offensive contre Tripoli.

La Libye est, pour rappel, frappé d'un embargo international en termes de vente d'armes.

Situation en Libye : le SG du MAE s'entretient avec l'Envoyé spécial de la France

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Rachid Bladehane, a reçu, jeudi à Alger, l'Envoyé spécial de la France pour la Libye, Frédéric Desagneaux, avec lequel il a abordé la situation en Libye.

M. Bladehane s'est entretenu avec l'Envoyé spécial de la France au siège du MAE, a indiqué le ministère dans un communiqué parvenu à l'APS, précisant que les deux parties ont évoqué «la situation en Libye, à la lumière des récents développements que connaît ce pays».

Les entretiens ont porté, en outre, sur les efforts en cours pour encourager la solution politique à la crise libyenne, a ajouté la même source.

La rencontre entre le secrétaire général de la diplomatie algérienne et l'Envoyé spécial de la France pour la Libye intervient dans le contexte particulier marqué par l'escalade et la poursuite des combats, notamment à Tripoli, entre les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA) et les troupes du général Khalifa Haftar, venues de l'Est pour s'emparer de la capitale libyenne.

Depuis le début de l'offensive en avril dernier, au moins 1 048 personnes ont été tuées et 5 558 autres ont été blessées, selon un bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Dans ce contexte, l'Algérie a réitéré son appel à un dialogue



inclusif entre toutes les parties libyennes et à la solution politique concertée, considérant que c'est la seule voie à même de garantir la paix et la stabilité durables et la préservation des intérêts suprêmes du peuple libyen.

L'Algérie a plaidé également pour «un agenda unique pour l'aboutissement du processus de paix dans ce pays», loin de toute ingérence étrangère, réitérant son attachement à l'intégrité territoriale libyenne.

Au plan international, d'intenses efforts diplomatiques se poursuivent pour le retour au processus politique afin de mettre un terme aux violences et relancer les pourparlers entre les différentes parties.

Le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) sur la Libye a proposé jeudi dernier la nomination d'un envoyé spécial conjoint de l'UA et des Nations unies, en vue de renforcer la coordination des efforts des deux organisations, sur la base

d'une feuille de route unique.

Cet envoyé spécial conjoint qui devra apporter un soutien unifié aux efforts de paix déployés en Libye viendra soutenir l'émissaire de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, a-t-on suggéré.

Attentat à la voiture piégée dans un cimetière de Benghazi, au moins quatre morts

Au moins quatre personnes ont été tuées, dont deux civils, et 33 autres blessées jeudi dans un attentat à la voiture piégée dans un cimetière à Benghazi (Est de la Libye), au cours des obsèques d'un ancien officier de l'armée, selon une source hospitalière.

Selon un responsable de la sécurité de la ville, l'attentat, le premier depuis plus d'un an dans le fief des forces du maréchal Khalifa Haftar, a visé des militaires et des officiers participant aux funérailles du général

Khalifa al-Mesmari, ancien responsable des forces spéciales sous le régime de Mouammar Kadhafi.

L'attentat n'a pas été revendiqué dans l'immédiat. Le porte-parole du maréchal Haftar, le général Ahmad al-Mesmari qui a participé aux funérailles, a confirmé le bilan de quatre morts, dont deux membres des forces spéciales, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a dénoncé un «attentat terroriste».

Bastion de la révolution libyenne de 2011 qui a renversé l'ancien régime, Benghazi a été particulièrement touchée par des violences visant notamment les représentations diplomatiques et les forces de sécurité.

Une attaque contre le consulat américain, le 11 septembre 2012, a coûté la vie à l'ambassadeur Christopher Stevens ainsi que trois autres Américains.

Le dernier attentat dans cette ville avait fait 7 morts en mai 2018.

K. L.

Tunisie

38 nouveaux corps repêchés une semaine après un naufrage

Le Croissant-Rouge tunisien a indiqué que 38 nouveaux corps avaient été retrouvés jeudi sur les côtes tunisiennes, portant à 68 le nombre de cadavres récupérés après le naufrage d'une embarcation transportant des dizaines de migrants.

Trente-six corps ont été retrouvés à Zarzis, dans le sud-est de la Tunisie, et deux sur l'île voisine de Djerba, a déclaré Mongi Slim, président du Croissant-Rouge tunisien à Médénine (sud).

Les corps ont tous été transférés vers l'hôpital de Gabès pour des prélèvements ADN, et les enterrements ont commencé dans cette même ville en raison de la chaleur, a-t-il ajouté, cité par l'AFP. Un nouveau cimetière pour migrants est en cours de construc-

tion à Zarzis, où les victimes des traversées clandestines ont longtemps été inhumées dans un cimetière improvisé.

Les corps d'un enfant de trois ans et de deux femmes, dont l'une était enceinte, avaient été repêchés samedi soir.

Jeudi dernier, l'Organisation internationale des migrations (OIM) avait annoncé le naufrage d'une embarcation avec à son bord plus de 80 migrants, d'après le récit d'un des trois survivants. Selon un responsable de la Garde maritime tunisienne, les migrants étaient partis de la ville libyenne de Zouara, à 120 km à l'ouest de Tripoli, à bord d'un bateau pneumatique, en direction de l'Italie. Les opérations menées par le Croissant-Rouge, la Garde nationale tunisienne, les

gardes-côtes et la Protection civile se poursuivent sur les côtes, a indiqué Mongi Slim.

Ces dernières semaines, des dizaines de candidats à l'exil tentent de rallier l'Italie depuis l'ouest de la Libye ont été secourus au large de la Tunisie.

Selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) «la Méditerranée est depuis plusieurs années la voie maritime la plus meurtrière au monde pour les réfugiés et les migrants, avec un taux de mortalité qui a fortement augmenté en 2018». En 2019, les sauvetages sont été entravés par les démarches contre les navires humanitaires des Etats européens, cherchant à limiter l'arrivée de migrants.

R. M.



Golfe

Washington veut une mission internationale après un nouvel incident

■ Les États-Unis ont confirmé jeudi leur intention de former une coalition internationale pour escorter les navires de commerce dans le Golfe au lendemain d'un incident avec la marine iranienne qui a, selon Londres, tenté de bloquer le passage d'un pétrolier britannique dans le détroit d'Ormuz.



É. A. D. R.

Rosa C.

« Nous allons tenter avec cette coalition (...) de fournir une escorte militaire navale aux navires commerciaux », a expliqué le général Mark Milley devant une commission du Sénat américain qui devait confirmer sa nomination au poste de chef d'état-major interarmes américain. Cette opération internationale devrait se mettre en place « dans les pro-

chaines semaines », a poursuivi le futur plus haut gradé de l'armée américaine, soulignant qu'avec la V^e Flotte basée à Bahrein, les États-Unis jouaient un « rôle crucial » pour garantir la liberté de navigation dans cette zone stratégique. Le général Joseph Dunford, qu'il doit remplacer, avait expliqué mardi que Washington déterminerait « au cours des deux ou trois pro-

chaines semaines » les pays ayant « la volonté politique de soutenir cette initiative » pour ensuite « identifier les capacités spécifiques » militaires de cette opération d'envergure qui doit concerner les détroits à l'est (Ormuz) et à l'ouest (Bab al-Mendeb) de la péninsule arabique. La tension autour du détroit d'Ormuz, par lequel transite près d'un tiers du pétrole brut mondial acheminé par voie maritime, a grimpé ces dernières semaines à cause d'une spirale d'événements, dont des attaques d'origine inconnue contre des pétroliers et la destruction d'un drone américain par l'Iran. Téhéran, accusé par Washington d'être à l'origine des sabotages de tankers, a démenti toute responsabilité, dénonçant

à son tour la volonté des États-Unis de « provoquer un choc » pétrolier en lui imposant des sanctions sévères et un embargo sur ses exportations de brut. Un nouvel incident est venu s'ajouter mercredi quand la marine militaire iranienne a tenté, selon le Royaume-Uni, « d'empêcher le passage » par Ormuz d'un pétrolier britannique. Une frégate de la Royal Navy, venue à sa rescousse, a dû « lancer des avertissements verbaux » aux vedettes iraniennes pour qu'elles battent en retraite. Le commandant de la Ve Flotte, le vice-amiral Jim Malloy, et le département d'État ont dénoncé le « harcèlement illégal » du navire British Heritage. Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique du régime iranien, ont au contraire nié toute « confrontation » récente avec des navires étrangers. Le face-à-face est intervenu alors que le président iranien Hassan Rohani a mis en garde le Royaume-Uni sur les « conséquences » de l'arraisonnement par Londres d'un pétrolier transportant du pétrole iranien au large de Gibraltar la semaine dernière. L'Iran a dénoncé un acte de « piraterie » en haute mer après l'interception du Grace 1, soupçonné de transporter sa cargaison vers une raffinerie syrienne, en violation des sanctions européennes contre le régime du président Bachar al-Assad. Le président américain Donald Trump s'est entretenu mercredi avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour évoquer les activités « néfastes » de l'Iran, selon la Maison-Blanche. Les tensions dans la région du Golfe n'ont fait

que s'intensifier depuis que les États-Unis se sont retirés en 2018 de l'accord nucléaire signé entre l'Iran et les grandes puissances en 2015 à Vienne. M. Trump a récemment appelé les pays importateurs de pétrole à « protéger leurs propres navires » transitant par le détroit d'Ormuz, estimant que la marine américaine assurait la sécurité des pétroliers étrangers dans le Golfe « sans la moindre compensation ». Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a dit en juin espérer que plus de vingt pays dont les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite – premier exportateur mondial de brut – acceptent de travailler ensemble sur la sécurité maritime. Lors d'une récente visite à l'Otan, le chef du Pentagone Mark Esper a assuré que « certains » membres de l'Alliance atlantique avaient exprimé en privé leur intérêt à participer à cette coalition. Mais les dirigeants européens semblent réticents à engager des moyens militaires dans cette région où la moindre escarmouche peut dégénérer en conflit ouvert. « La France n'est jamais obligée de suivre un allié dans un conflit », a déclaré jeudi le général François Lecointre, chef d'état-major français des armées. Paris « est dans une logique de désescalade » en tentant de sauver l'accord nucléaire, dont Téhéran s'est récemment partiellement affranchi, a affirmé à l'AFP une source gouvernementale, précisant que « mettre des moyens supplémentaires dans la région ne nous paraît pas adéquat ».

R. C.



Commentaire

Menaces

Par Fouzia Mahmoudi

Durant de longues années la Turquie a pu compter sur le soutien absolu des États-Unis, que cela soit dans le dossier de son adhésion à l'Union européenne, irritant au passage de nombreux dirigeants du vieux continent, ou encore lors de sa première querelle avec Israël, alors allié d'Ankara. Mais les dérapages répétés et de plus en plus incontrôlés de Recep Tayyip Erdogan ont fini par user la diplomatie américaine. Aujourd'hui, c'est avec des menaces que Washington s'adresse aux dirigeants turcs auxquels il est demandé de ne pas se tourner vers Moscou pour l'achat de leur armement. Des menaces qui n'ont pas été entendues alors que la Turquie reçoit aujourd'hui sa première cargaison de missiles russes S-400, faisant fi des avertissements de la Maison-Blanche et prenant le risque de s'exposer à des sanctions américaines alors que son économie bat déjà de l'aile. La livraison de ce système de défense anti-aérienne sophistiqué marque un pic dans le réchauffement des relations entre la Russie et la Turquie, qui a pris ses distances avec le camp occidental depuis un présumé coup d'État manqué en juillet 2016 contre le président Recep Tayyip Erdogan. Ankara et Moscou avaient pourtant été au bord de la rupture en novembre 2015 lorsque des chasseurs turcs avaient abattu un bombardier russe au-dessus de la frontière syro-turque, avant de normaliser graduellement leurs relations pour coopérer notamment sur le dossier syrien. La Turquie avait rejeté mercredi une énième mise en garde américaine concernant l'achat de ces missiles russes, appelant Washington à ne pas prendre de mesures susceptibles de « nuire aux relations » bilatérales. Les États-Unis estiment en effet que les systèmes russes ne sont pas compatibles avec les dispositifs de l'Otan, dont Ankara est membre. En outre, Washington juge qu'il existe un risque que les opérateurs russes qui formeront les militaires turcs aux S-400 puissent dans le même temps percer les secrets technologiques du nouvel avion furtif américain F-35 dont la Turquie veut aussi se doter. Washington avait officiellement lancé début juin un ultimatum à Ankara, lui donnant jusqu'au 31 juillet pour renoncer aux missiles russes, sous peine d'être totalement exclu du programme F-35 auquel il participe. Mais l'on imagine mal Erdogan, rongé par l'orgueil, faire machine arrière. Les relations entre les États-Unis et la Turquie sont ainsi vouées à se dégrader de plus en plus à l'avenir. Reste à savoir quelles conséquences concrètes cela aura sur le rôle d'Ankara sur la scène internationale et sur ces relations, déjà conflictuelles, avec nombre de ses alliés.

F. M.

Soudan

Une « tentative de coup d'État » déjouée, affirme un général

Une « tentative de coup d'État » a été déjouée au Soudan, a affirmé jeudi un représentant du Conseil militaire au pouvoir depuis la chute d'Omar el-Béchir en avril, alors qu'un accord avec les contestataires sur la transition devait être signé dans les prochains jours. « Des officiers et des soldats de l'armée ainsi que des membres des Services nationaux de renseignement, dont certains retraités, ont tenté de mener un coup d'état », a déclaré dans la soirée le général Jamal Omar, dans une allocution retransmise en direct à la télévision nationale. « L'armée a réussi à déjouer la tentative », s'est félicité le général Omar, ajoutant que 12 officiers et 4 soldats avaient été arrêtés, sans toutefois préciser quand cette tentative avait eu lieu. Une enquête est en cours pour déterminer qui était derrière le coup, a précisé le général. Cette annonce est survenue alors qu'une rencontre entre des représentants du Conseil militaire et des meneurs de la contestation se

tenait à Khartoum, pour finaliser les termes d'un accord sur la transition. « Il s'agit d'une tentative de bloquer l'accord conclu entre le Conseil militaire de transition et l'Alliance pour la liberté et le changement, qui vise à ouvrir la voie vers la réalisation des demandes du peuple soudanais », a déclaré le général Omar. Hier, les deux parties ont annoncé qu'un accord avait été trouvé sur une instance chargée de gérer la transition pendant une période d'environ trois ans. Cet accord prévoyait que les militaires président l'instance de transition pendant les 21 premiers mois, et que les civils prennent la relève pendant les 18 mois restants. Samedi dernier, le Conseil militaire s'est engagé à « appliquer » et « préserver » cet accord. Le texte final devait être signé dans les prochains jours. Cette annonce, premier signe de détente entre les deux parties après des mois de tensions, a donné lieu à des scènes de liesse dans les rues de Khartoum.

Les négociations entre les deux parties, suspendues depuis mai faute d'accord, ont repris grâce à une médiation intense de l'Union africaine et de l'Éthiopie. La tension entre militaires et protestataires était montée d'un cran après la brutale dispersion du campement de plusieurs milliers de manifestants installés depuis avril devant le siège de l'armée à Khartoum, qui a fait des dizaines de morts et des centaines de blessés le 3 juin. Depuis le 3 juin, la répression a fait 136 morts, dont une centaine dans la seule dispersion du sit-in, selon un comité de médecins proche de la contestation. Les autorités parlent de 71 morts. Des dizaines de personnes avaient déjà été tuées dans la répression des manifestations lancées en décembre, après la décision du gouvernement de tripler le prix du pain. Le mouvement avait pris une tournure politique en réclamant la chute de M. Béchir, destitué et arrêté le 11 avril par l'armée après trois décennies au pouvoir.

Festival de la musique et de la chanson oranaises

Création du Prix «Blaoui El Houari»

■ La nouvelle édition du Festival de la musique et de la chanson oranaises, prévue du 20 au 24 juillet courant, est marquée par la création du Prix Blaoui El Houari, selon les organisateurs. Plusieurs artistes amateurs spécialisés dans la chanson oranaise prendront part au concours pour l'obtention de ce prix, dédié par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins, précise le commissariat du festival. Le but majeur de cette manifestation artistique est d'ouvrir un espace aux jeunes pour prouver leur talent, tout en assurant un échange avec des professionnels.

Par Abia Selles

Le Festival de la musique et de la chanson oranaises est de retour cette année. C'est du 20 au 24 juillet courant que cet événement s'organise, ouvrant la scène à de jeunes artistes pour prouver leur talent. Cette édition s'organise, comme de coutume, au théâtre régional «Abdelkader-Alloula» d'Oran. La nouveauté, qui a été saluée par les passionnés de cette musique, est la création du Prix Blaoui El Houari. Plusieurs artistes amateurs spécialisés dans la chanson oranaise prendront part au concours pour l'obtention du prix «Blaoui El Houari», dédié par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins, selon le commissariat du festival.

Les jeunes chanteurs versés dans ce genre artistique ont dû passer par les tours préliminaires d'un concours organisé pour la circonstance tout au long des précédentes semaines, pour valider leurs billets à cette phase finale, rappelle-t-on.

Pour cette 12^e édition, les



organisateur ont élaboré un riche programme, avec la participation de quelques vedettes de

ce genre musical, à l'image de Houari Benchennat, Baroudi Bekhedda, Souad Bouali et

Houria Baba, précise-t-on. Lors de cette manifestation, des troupes de bedouins se pro-

duiront aussi. Elles sont attendues de différentes wilayas de l'Ouest du pays, à l'image d'Oran, Relizane, Chlef, Tiaret et Mostaganem, souligne-t-on encore. Les vainqueurs seront primés lors de la cérémonie de clôture, souligne-t-on encore de même source.

Né à Oran le 23 janvier 1923 et mort le 19 juillet 2017, le défunt est l'un des fondateurs avec Ahmed Wahby du genre musical nommé El Asri, un genre nouveau né à Oran dans les années 1940 et influencé par la musique arabe traditionnelle orientale avec un langage poétique typiquement oranais. Il a révolutionné et modernisé la musique bedouine.

A. S.

Exposition «La culture assaillie» au Palais Ahmed-Bey

Un siècle de guerre présenté en photographies

Le Musée public national des arts et des expressions culturelles traditionnelles «Palais Ahmed-Bey» a abrité mercredi soir le vernissage de l'exposition photo «La culture assaillie, le patrimoine culturel au cœur des conflits armés», en présence de l'ambassadeur des Pays-Bas en Algérie, Robert Van Embden et de la ministre de la Culture, Meriem Merdaci. Organisée par l'ambassade des Pays-Bas en Algérie en collaboration avec le Musée public national des arts et des expressions culturelles traditionnelles, l'exposition met en avant une vingtaine de photographies prises aux quatre coins du monde et réunies par la commission nationale de l'Unesco aux Pays-Bas pour illustrer des cas marquants de sites archéologiques meurtris par la guerre. Des manuscrits de Tombouctou carbonisés en 2013 par les extrémistes religieux au Mali à la destruction totale de la ville Belge d'Ypres durant la Première Guerre mondiale, en passant par

les dommages subis plus récemment par la Grande mosquée d'Alep ou encore le pillage du Musée national d'Irak à Bagdad après l'invasion américaine. Cette exposition a permis à de nombreux invités du Palais Ahmed-Bey de revenir en image sur près d'un siècle de guerre et de conflits armés durant lesquels des trésors inestimables, quintessence même de l'humanité, ont été saccagés ou réduits à néant par le fanatisme et l'inintelligence.

Dans son allocution inaugurale, l'ambassadeur des Pays-Bas, Robert Van Embden, a souligné que même si cette exposition met en avant des exemples abominables de destruction, de pillage et de trafic du patrimoine culturel, elle apporte également des témoignages d'espoir en mettant l'accent sur la résilience des sociétés affectées et leurs efforts pour restaurer et sauvegarder le patrimoine. L'intervenant a cité à titre d'exemple la restauration du vieux pont ottoman de la ville

de Mostar, en Bosnie-Herzégovine, après que ce dernier fut complètement détruit durant la guerre des Balkans. «Ce pont datant du XV^e siècle est aujourd'hui le symbole de la réconciliation et du multiculturalisme, et c'est précisément dans ce contexte là que je tiens à saluer l'initiative de l'Algérie à faire inscrire à l'agenda des Nations unies le 16 mai comme la Journée internationale du vivre-ensemble, une notion indispensable à la sauvegarde du patrimoine culturel», a soutenu le diplomate néerlandais.

Robert Van Embden a relevé que le but de cette exposition photo est de «sensibiliser les académiciens, les décideurs, les professionnels du patrimoine mais également le large public sur la nécessité de travailler tous ensemble à la protection du patrimoine culturel, des musées et autres archives qui constituent la mémoire du monde».

Cette exposition se poursuivra jusqu'au 10 août prochain.

F. H.

Espagne

Ouverture d'un centre dédié au patrimoine culturel algérien

«Dar El Djazaïr», un nouveau centre de droit espagnol au service de la promotion du patrimoine culturel algérien en Espagne, a ouvert ses portes récemment, annonçant ses promoteurs.

Domiciliée à Valence (sud-est), «Casa de Argelia» ou «Dar El Djazaïr» se veut un espace de partage de connaissances et de «rapprochement» des cultures pour permettre «une meilleure visibilité du patrimoine culturel

de l'Algérie en Espagne», explique-t-on.

Le centre vise à promouvoir l'«interculturalité et (la) coopération intelligente» par des actions culturelles à travers ses espaces de médiation et d'exposition.

«Dar El Djazaïr» prévoit, d'autre part, l'organisation de manifestations culturelles, notamment des expositions dédiées au patrimoine, à la photographie et aux arts plastiques algériens, en Espagne qui parta-

ge avec l'Algérie un «héritage historique» commun.

Le centre se propose également d'accueillir des artistes algériens et espagnols en résidence. Créé par le cercle «Mediterrapaix», un espace de dialogue ouvert entre citoyens, «Dar El Djazaïr» a abrité le 25 juin dernier, jour de son inauguration, «Constantine à travers les âges», une exposition itinérante montée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la cul-

ture arabe», en 2015.

Visible jusqu'au 29 août prochain dans le même centre, l'exposition retrace l'histoire de l'ancienne Cirta, revisitée à travers son évolution depuis la fondation de l'antique cité.

D'autres villes comme Naples en Italie, Lille (France) et Prague (Tchéquie) devront accueillir l'exposition «Constantine à travers les âges» à partir d'octobre prochain, indique-t-on.

M. K.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'Hôtel Sofitel (El Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 juillet :

Exposition de peinture «Réminiscences» de l'artiste Fadila Lebjaoui.

Palais des Raïs (Bastion 23)

Jusqu'au 20 juillet :

Exposition autour du patrimoine de la ville de Tlemcen

Galerie d'art Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Témelyly)

Jusqu'au 12 juillet :

Exposition de peinture «AéroBleu» de Smaïl Ouchen. Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger

Jusqu'au 31 juillet :

Le MaMa, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek. Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.



CAN-2019 (quarts de finale)

Les Verts au bout du suspense

■ Les Verts ont réussi à décrocher leur billet pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2019), même si cela a été laborieux. En effet, ils se sont qualifiés après la séance fatidique des tirs au but, le match s'étant soldé sur un score de parité (1/1) face aux Eléphants de la Côte d'Ivoire, au stade de Suez.

Par Mahfoud M.

Dans ce choc des quarts de finale, les Verts ont été les premiers à ouvrir le score à la 20^e minute par Feghouli après un bon jaillissement de Bounedjah et un centre parfait de Bensebaini. Les Fennecs avaient l'occasion de corser la mise en début de deuxième période après un penalty (46^e) accordé par l'arbitre suite à une faute sur Bounedjah qui souhaitait se faire justice mais qui le ratera lamentablement, le cuir s'écrasera sur la transversale. Les Eléphants de Côte d'Ivoire ont réussi à égaliser à la 62^e minute, par l'entremise de Kodjia, après une perte de la balle au milieu du terrain par Mahrez. Dos à dos à l'issue des 120 minutes de jeu, les deux protagonistes ont dû se départager lors de la fatidique séance des tirs au but. Plus adroits dans cet exercice que leur adversaire du

jour, les Verts ont fait mouche à quatre reprises (Bensebaini, Slimani, Delort et Ounas) alors que les Ivoiriens n'ont inscrit que trois. C'était l'explosion de joie, côté algérien surtout que les joueurs craignaient décevoir le public algérien présent, ainsi que les millions de compatriotes qui étaient derrière le petit écran.

En demi-finale, prévue le 14 juillet prochain (20h00 algériennes) au Caire, l'Algérie défiera la Nigeria. Les Super Eagles se sont qualifiés mercredi aux dépens de l'Afrique du Sud (2-0).

L'autre demi-finaliste a pour nom le Sénégal. A noter que les Verts disputeront leur septième demi-finale de l'histoire de leur participation aux tournois africains. Dans les 6 demi-finales précédentes disputées par l'Algérie, les Verts ont réussi à se qualifier en finale seulement deux fois. La première fois en 1980, quand l'Algérie éliminait l'Egypte



Les Algériens se qualifient laborieusement

aux tirs au but, avant de s'incliner en finale contre le pays hôte, le Nigeria. La deuxième fois en

1990, quand l'Algérie gagna son unique Coupe d'Afrique. Les Verts battaient le Sénégal en

demi-finale 2-1 avant de prendre leur revanche sur le Nigeria en finale. M. M.

Belmadi : « Il est normal de craquer »

En conférence d'après-match, Belmadi est revenu sur cette rencontre intense en termes d'émotion, expliquant qu'avec le jeune Atal en larmes avec une épaule déboîtée à côté de lui et qui aurait voulu tirer, comment voulez-vous ne pas craquer ? Et verser peut être une petite larme, chose que le coach a confirmé à demi-mots. « Il est clair qu'on avait eu beaucoup de difficultés en allant jusqu'aux penalties et il était normal de craquer à la fin », dira le coach national qui a tenu à rendre hommage à ses poulains qui se sont donnés à fond et ont tout fait pour rendre le peuple heureux. Le coach national avoue que cela n'a pas été facile et que les choses étaient compliquées surtout qu'en face il y avait une équipe redoutable.

Echos de Suez

- **SUPPORTERS** : Les Verts seront soutenus cet après-midi par plus de 1 000 supporters supplémentaires, arrivés ce matin en provenance d'Alger, à

bord de six vols charters. Ils ont été transportés par bus du Caire vers la ville de Suez, située à 140 km de la capitale égyptienne. Ils ont reçu leurs tickets sur présentation du passeport, sans avoir besoin exceptionnellement de se faire délivrer le FAN ID. Le retour sur Alger est prévu dans la nuit de jeudi à vendredi.

- **CLIMAT** : Il fait très chaud à Suez par rapport au Caire, assorti d'une humidité très élevée. Ce jeudi, la température frôle les 40 degrés, à la limite du supportable. Les joueurs de l'équipe nationale vont devoir évoluer sous de nouvelles conditions climatiques, contrairement à leurs précédentes rencontres disputées en nocturne.

- **EQUIPE NATIONALE** : La délégation algérienne a rejoint par bus le stade de Suez aux alentours de 15h30 (locales), en provenance du Caire. La Fédération algérienne (FAF) a préféré effectuer le déplacement le jour du match et éviter de démentager à Suez la veille, sur demande du sélectionneur national Djamel Belmadi.

- **PRESSE** : Algérie-Côte

d'Ivoire, considéré comme le choc par excellence des quarts de finale, a attiré une forte couverture médiatique. La salle de presse du stade pourrait s'avérer exiguë pour contenir le nombre important de journalistes, africains, et européens.

- **CANAL** : La ville de Suez est connue mondialement par son canal. Long de 193,3 km, large de 280 à 345 m et profond de 22,5 m, il relie, via trois lacs naturels, la ville portuaire de Port-Saïd en mer Méditerranée et la ville de Suez dans le golfe de Suez (partie septentrionale de la mer Rouge), permettant ainsi de relier les deux mers. Le canal de Suez, considéré comme l'une des principales sources de devises, peut générer jusqu'à 6 milliards de dollars par an pour l'Egypte.

Youcef Atal risque de ne plus rejouer

Si l'Algérie a réussi une qualification historique pour les demi-finales de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 contre la Côte d'Ivoire, les Verts ont reçu un coup dur durant la victoire. En effet, selon toute vraisemblance, l'arrière droit Youcef Atal sera forfait pour la suite du tournoi après une blessure à l'épaule.

Après le match, le sélectionneur des Verts, Djamel Belmadi, a déclaré à propos de son défenseur : « On se dirige vers une fin de tournoi pour Atal ». Atal a été remplacé après seulement

25 minutes de jeu après être tombé sur le côté. Son remplaçant, Mehdi Zeffane, l'autre arrière droit dans le groupe, a terminé la rencontre sans avoir montré beaucoup d'assurance.

Atal effectuera des examens pour déterminer la nature exacte de la blessure et son indisponibilité.

En écrasant Madagascar La Tunisie passe

Avec sa première victoire de la CAN 2019 dans le temps réglementaire, la Tunisie a décroché son billet pour les demi-finales du tournoi ce jeudi aux dépens de Madagascar (0-3). Les Aigles de Carthage affronteront dimanche le Sénégal (18h00) pour une place en finale.

Une seule victoire dans le temps réglementaire et la Tunisie est dans le dernier carré de la CAN 2019. Après avoir franchi le premier tour avec trois nuls et passé l'obstacle Ghana en 8^e de finale au bout de la séance de tirs au but (1-1, 4-5 TAB), elle a confirmé jeudi sa montée en puissance dans ce tournoi. Elle a stoppé la belle aventure de Madagascar, qui participait à la phase finale de la compétition pour la première fois de son histoire, au terme d'un quart de finale maîtrisé (0-3). De retour dans le dernier carré pour la première fois depuis leur titre en 2004, les Aigles de Carthage affronteront dimanche le Sénégal (18h00) pour une place en finale.

Jamais les Tunisiens n'ont réellement tremblé face aux Barea, tant ils ont dominé leur sujet d'un bout à l'autre. Ils ont néanmoins manqué de percussivité d'abord et d'efficacité

ensuite, pour concrétiser leur supériorité dès le premier acte. Melvin Adrien a aussi sorti le grand jeu dans le but malgache pour permettre à sa sélection de rester à la hauteur. Après une nouvelle alerte dès le retour des vestiaires, un but étant refusé à l'attaquant de Saint-Etienne pour une position de hors-jeu (47), les hommes de Nicolas Dupuis ont fini par céder.

La lumière est venue pour les Tunisiens de Ferjani Sassi, servi plein axe par Yousef Msakni et en réussite pour que sa frappe dévier par le dos de Thomas Fontaine prenne Adrien à contrepied (0-1, 52^e). Le passeur décisif et capitaine s'est ensuite transformé en buteur opportuniste, reprenant un ballon qui traînait après une première tentative de Khazri (0-2, 60^e). Par la suite, Madagascar a buté sans cesse sur le bloc parfaitement en place d'Alain Giresse et s'est livré toujours plus au fil des minutes. Jusqu'à se faire prendre en contre par le duo Khazri - Naïm Sliti, le Dijonnais clôturant le spectacle d'un subtil ballon piqué (0-3, 93^e). Pousive en début de CAN, cette Tunisie montre qu'il faut désormais compter avec elle. Elle qui n'est plus qu'à deux matchs d'un premier sacre hors de chez elle.

Selon la FAF

L'arbitre Abid-Charef sera réhabilité

L'arbitre international algérien Mehdi Abid-Charef, qui n'a plus officié au niveau africain depuis la finale aller de la Ligue des champions entre Al-Ahly d'Egypte et l'ES Tunis (3-1) le 2 novembre 2018 à Alexandrie, sera désigné lors des prochaines rencontres organisées par la Confédération africaine de football (CAF), a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF).

Selon la même source, le pré-

sident de la CAF, Ahmad Ahmad, a reçu le président de la FAF Kheïreddine Zetchi qui était accompagné de l'arbitre international algérien Abid-Charef, en marge de la CAN-2019 au Caire.

« Plusieurs sujets qui touchent au développement du football en Afrique ont été abordés durant cette réunion conviviale, dont la situation de l'arbitre international algérien », précise-t-on de même source.

Bien que la suspension provi-

soire ait été levée le 21 janvier 2019, Abid-Charef n'a plus été désigné par la Commission d'arbitrage de la CAF.

Ce qui a suscité les interrogations des responsables de la FAF.

Zetchi a été finalement rassuré par Ahmad Ahmad qu'il n'y avait aucun problème particulier avec l'arbitre international algérien et que ce dernier sera désigné lors des prochaines rencontres organisées par la CAF.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Football/ transferts

Antoine Griezmann s'engage avec le FC Barcelone jusqu'en 2024

LE FC BARCELONE a officialisé vendredi l'arrivée de l'attaquant vedette des Bleus Antoine Griezmann pour les cinq prochaines saisons en échange du paiement de sa clause libératoire de 120 millions d'euros à son ancien club de l'Atlético de Madrid. «Antoine Griezmann est un nouveau joueur du FC Barcelone», a indiqué le Barça dans un communiqué en précisant que la clause libératoire du Français avait été fixée à 800 millions d'euros. Il sera en concurrence avec les stars mondiales du Barça, l'Argentin Lionel Messi, l'Uruguayen Luis Suarez et peut-être le Brésilien Neymar, des rumeurs persistantes faisant état d'un retour à Barcelone de l'actuel joueur du Paris SG. R.D.

Tébessa

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

DEUX éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, jeudi à Tébessa, par un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense nationale. Par ailleurs, et «dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, et

suite à des opérations distinctes à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, des détachements de l'ANP ont appréhendé quatorze orpailleurs et saisi six véhicules tout-terrain, 49 groupes électrogènes, 33 marteaux piqueurs, 44 sacs de mélange de pierres et d'or brut ainsi que 3 machines de concassage de pierres», a-t-on ajouté. K. L.

Cryptomonnaies

32 millions de dollars de pertes pour une plateforme japonaise victime d'un piratage

UNE PLATEFORME japonaise d'échanges de cryptomonnaies a révélé vendredi avoir cessé tous ses services après avoir été victime apparemment d'un piratage portant sur environ 32 millions de dollars de monnaie virtuelle. Le groupe nippon Remixpoint a indiqué que sa filiale BitPoint Japan, a découvert, dans la nuit, la disparition d'environ 3,5 milliards de yens (32,3 millions de dollars) de différentes monnaies numériques. Ce piratage présumé a été découvert à la suite de l'apparition d'une erreur jeudi soir dans le système de transfert de fonds sortant de l'entreprise. BITPoint Japan gère différentes monnaies virtuelles, notamment bitcoin, ethereum et ripple. Remixpoint a affirmé être toujours en train d'analyser l'incident sans donner d'autres détails. Elle a déclaré qu'elle allait indemniser les clients affectés par ces pertes. Sur les 3,5 milliards de yens de pertes, environ 2,5 milliards appartenaient à des clients et le reste à la plateforme d'échanges. Le piratage a touché des portefeuilles connectés à internet (hot wallet) alors que ceux qui ne l'étaient pas (cold wallet) ont été épargnés. L'action Remixpoint a perdu vendredi 18,6% à l'issue de cette annonce. En 2018, la plateforme d'échanges de cryptomonnaies Coincheck avait suspendu toutes ses opérations de dépôts et de retraits de mon-

naie virtuelle après avoir été victime d'un piratage massif. En l'espace d'une nuit, elle avait vu s'envoler des actifs en cryptomonnaies équivalant à 58 milliards de yens, soit environ un demi-milliard de dollars. En 2014, la principale plateforme d'échanges basée à Tokyo MtGox, qui revendiquait la gestion de 80% des transactions en bitcoins, a été fermée après la disparition de 850 000 bitcoins (l'équivalent d'environ 477 millions de dollars). A la suite de ces piratages, le régulateur japonais des services financiers a décidé d'imposer un contrôle plus grand sur les opérations d'échanges de cryptomonnaies mais des failles de sécurité semblent subsister.

Hani Y.

Nos routes de plus en plus meurtrières



Djalou@hotmail.com

Fête pour la victoire des Verts

73 personnes placées en garde à vue en France

■ Au total, 74 personnes ont été interpellées dans la nuit de jeudi à vendredi en France et 73 placées en garde à vue, en marge de la célébration par les supporters algériens de la qualification de l'Algérie au carré d'as de la Coupe d'Afrique des nations.

Par Racim S.

Ce chiffre a été communiqué ce vendredi par le ministère de l'Intérieur, suite aux incidents survenus en marge des scènes de liesse des milliers de supporters algériens dans plusieurs villes de France. Le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a déploré dans un tweet les dégradations et incidents en marge de la célébration, les qualifiant d'«inacceptables». A Paris, des individus ont lancé, selon des médias, des projectiles sur des CRS qui ont riposté par des gaz lacrymogènes au niveau de l'arc de Triomphe. Dans la région de La Loire, à Saint-Etienne, la presse

locale rapporte que plusieurs hommes ont été blessés et des policiers ont reçu des projectiles au cours d'une soirée agitée. Des supporters ont provoqué d'importants embouteillages et une quarantaine d'automobilistes a été interpellée après avoir grillé des stops et des feux rouges. Au total, 250 procès-verbaux électroniques pour infractions au code de la route ont été dressés par les policiers municipaux et nationaux de cette ville. A Saint-Chamond, on signale une quarantaine de supporters qui a provoqué d'importants embouteillages et des contenueurs incendiés. Selon les informations rapportées par «Le Figaro», près de 9 000 per-

sonnes se sont rassemblées à Marseille et 10 policiers ont été légèrement blessés, tandis qu'à Roubaix (nord de la France) ils étaient autour de 1 000 supporters pour célébrer la victoire, où il y a eu 14 interpellations. Pour sa part, «Le Parisien» rapporte qu'en Seine-et-Marne, près de Paris, les scènes de liesse ont laissé place à des violences en direction des forces de sécurité où des individus ont mis le feu à des poubelles et dégradé le mobilier urbain. Contrairement aux autres villes, aucune victime n'a été déplorée et aucune interpellation opérée, mais le journal signale deux voitures incendiées.

R. S./APS

Constantine /Film de Soraya Amour

Projection du documentaire «Constantine, fleuve, rocher et une ville»

LE FILM documentaire «Constantine, fleuve, rocher et une ville» de la réalisatrice Soraya Amour, consacrée à l'antique Cirta, la cité millénaire perchée sur un rocher, a été projeté en plein air jeudi soir à la piscine Sidi M'Cid, dans un décor naturel et pittoresque et devant un public attentif. En 52 minutes, la réalisatrice est revenue sur la ville, sa position géo-

graphique, à travers des prises de vue splendides, l'oued Rhumel qui scinde la cité en deux rives et le fameux rocher qui a fait de Constantine la cité imprenable. Réalisé à l'aide de moyens techniques de pointe, s'adaptant au relief complexe et original des sites filmés, comme le pont des chutes, la piscine Sidi M'Cid, les gorges du Rhumel qui cernent la ville,

la rive du Bardo et le chemin des touristes, le documentaire propose une des plus belles cartes postales de l'antique Cirta. Pour la réalisatrice, l'idée de «raconter Constantine et son rocher» germait dans sa tête depuis sa tendre enfance, quand elle partait avec son père à la piscine Sidi M'Cid. «Le trajet vers la piscine Sidi M'Cid, le panorama offert tout

au long de la route d'un rocher imposant sur lequel se perchait une ville, m'a fasciné depuis mon enfance», a-telle confié à l'APS. Un spot light sur les traditions de Constantine, sa culture, son patrimoine musical, historique, son art culinaire et habits traditionnels, a ponctué le déroulement de ce film documentaire.